

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

2 JUILLET 1992

Proposition de loi tendant à octroyer aux travailleurs indépendants une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'AGRICULTURE
ET DES CLASSES MOYENNES
PAR Mme CORNET D'ELZIUS

La commission a examiné la proposition de loi au cours de sa réunion du 18 juin 1992.

I. Exposé d'un co-auteur de la proposition

Un des co-auteurs de la proposition déclare qu'il est inadmissible que certains indépendants, pour pourvoir à leurs besoins, ne disposent que d'une pension inférieure au revenu annuel garanti aux personnes âgées. Aussi la proposition vise-t-elle à remédier

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Houssa, président; Bayenet, Beerden, Bock, Bouchat, Bougard, Capoen, De Meyer, de Seny, Happart, Lahaye, Larcier, Leclercq, Leroy, Maertens, Steenbergen, Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Verberckmoes, Verlinden et Mme Cornet d'Elzies, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Cuyvers, Desutter, Pécriaux et Timmermans.

R. A 15636*Voir :*

Document du Sénat :

53-1 (S.E. 1991-1992) : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

2 JULI 1992

Voorstel van wet tot toekenning aan de zelfstandigen van een rust- en overlevingspensioen dat minstens gelijk is aan het jaarlijks gewaarborgd inkomen voor bejaarden

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE LANDBOUW
EN DE MIDDENSTAND
UITGEBRACHT
DOOR Mevr. CORNET D'ELZIUS

De Commissie heeft het wetsvoorstel onderzocht tijdens haar vergadering van 18 juni 1992.

I. Toelichting van een mede-indiener van het voorstel

Een van de mede-indieners van het voorstel zegt dat het onaanvaardbaar is dat sommige zelfstandigen, om in hun behoeften te voorzien, slechts beschikken over een pensioen dat lager is dan het gewaarborgd jaarinkomen voor bejaarden. Het voorstel beoogt die

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Houssa, voorzitter; Bayenet, Beerden, Bock, Bouchat, Bougard, Capoen, De Meyer, de Seny, Happart, Lahaye, Larcier, Leclercq, Leroy, Maertens, Steenbergen, Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Verberckmoes, Verlinden en Mevr. Cornet d'Elzies, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Cuyvers, Desutter, Pécriaux en Timmermans.

R. A 15636*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

53-1 (B.Z. 1991-1992) : Voorstel van wet.

sans délai à cet état de choses, en portant les pensions minimales des travailleurs indépendants au même niveau que le revenu garanti susvisé.

L'intervenant rappelle qu'au 1^{er} janvier 1992, les minima garantis s'élevaient à :

- 299 664 francs pour les personnes mariées,
- 224 748 francs pour les personnes isolées.

Au même moment, la pension des indépendants s'établissait à :

- 280 624 francs pour les ménages,
- 212 653 francs pour les personnes isolées.

La proposition de loi a pour but de corriger la manifeste iniquité sociale qui découle de l'attitude du précédent et de l'actuel Gouvernement. En effet, alors que le Gouvernement Martens-Gol avait prévu un plan pluriannuel de cinq ans permettant le relèvement des pensions des indépendants, le Gouvernement Martens-Moureaux n'a pas poursuivi cette politique de rattrapage. Après les augmentations effectives en 1988, 1989 et 1990, l'augmentation du 1^{er} janvier 1991 a été différée au 1^{er} juillet 1991 et, pour 1992, il n'est même plus question d'une quelconque adaptation. Le Gouvernement actuel n'a donc pas estimé nécessaire de poursuivre les adaptations entamées sous le Gouvernement Martens-Gol. Il se contente de faire miroiter une éventuelle augmentation à un moment non encore déterminé. Cela ne l'empêche pas d'exiger des indépendants le paiement immédiat de taxes, d'impôts et autres cotisations.

L'intervenant rappelle que c'est grâce aux indépendants qu'ont été créés depuis 1984 plus de 200 000 emplois, ce qui revient à une moyenne de 30 000 par an, et 55 000 personnes se sont installées comme indépendants. De mai 1991 à mai 1992, le chômage a augmenté de 37 000 unités, mais en même temps les indépendants ont créé un nombre équivalent d'emplois. Où en serait le pays s'il n'y avait pas les indépendants qui créent de la richesse, combattent le chômage et évitent au Gouvernement de devoir encore payer plus de revenus de remplacement, en un mot, s'il n'y avait pas les classes moyennes pour faire vivre la nation ? Les indépendants génèrent 250 000 fois des richesses et des cotisations et évitent donc 250 000 fois de payer des revenus de remplacement. Dans le même temps, ils procurent 47 p.c. du nombre d'emplois effectifs. S'ils n'existaient pas, le pays serait à genoux.

En 1991, ils ont payé plus de 60 milliards de cotisations sociales.

Les emplois qu'ils créent sont souvent de qualité. D'ailleurs, il faut dire aussi qu'on ne fait pas assez pour les artisans. En leur permettant de devenir de petits patrons, le tissu social ne peut qu'en bénéficier car ils savent ce que c'est que de travailler.

toestand onverwijld te verhelpen, en brengt de minimumpensioenen van de zelfstandigen op hetzelfde peil als het bovenbedoelde gewaarborgd inkomen.

Spreker herinnert eraan dat op 1 januari 1992 de gewaarborgde inkomens bedroegen :

- 299 664 frank voor gehuwden,
- 222 748 frank voor alleenstaanden.

Terzelfder tijd bedroeg het zelfstandigenpensioen :

- 280 624 frank voor de gezinnen,
- 212 652 frank voor alleenstaanden.

Het wetsvoorstel heeft tot doel de kennelijke sociale onrechtvaardigheid die voortvloeit uit de opstelling van de vorige en de huidige Regering, op te heffen. De Regering Martens-Gol had weliswaar voorzien in een vijfjarenplan dat een verhoging van de zelfstandigenpensioenen mogelijk maakte, maar de Regering Martens-Moureaux heeft die inhaalbeweging niet voortgezet. Na de effectieve verhogingen in 1988, 1989 en 1990, werd de verhoging van 1 januari 1991 uitgesteld tot 1 juli 1991 en voor 1992 is er zelfs geen sprake meer van enige aanpassing. De huidige Regering heeft het dus niet nodig geacht de onder de Regering Martens-Gol aangevatte aanpassingen voort te zetten. Ze beperkt zich ertoe een eventuele verhoging te overwegen op een nog niet nader bepaald tijdstip. Dat verhindert haar niet om van de zelfstandigen de onmiddellijke betaling van taksen, belastingen en andere bijdragen te eisen.

Spreker herinnert eraan dat dankzij de zelfstandigen sedert 1984 meer dan 200 000 banen zijn gecreëerd, wat neerkomt op een gemiddelde van 30 000 per jaar, en dat 55 000 personen zich als zelfstandige hebben gevestigd. Van mei 1991 tot mei 1992 is de werkloosheid gestegen met 37 000 eenheden, maar terzelfder tijd hebben de zelfstandigen een zelfde aantal banen gecreëerd. Waar zou het land staan indien er geen zelfstandigen waren die rijkdom creëren, de werkloosheid bestrijden en de Regering de betaling van nog meer vervangingsinkomens besparen, met andere woorden indien er geen middenstand was om het land te doen draaien ? De zelfstandigen creëren 250 000 inkomens en bijdragen en dat betekent dat 250 000 keer geen vervangingsinkomens moeten worden betaald. Terzelfder tijd leveren zij 47 pct. van de eigenlijke arbeidsplaatsen. Indien zij er niet waren, zou het land op de knieën zitten.

In 1991 hebben zij meer dan 60 miljard sociale bijdragen betaald.

De banen die zij creëren, zijn vaak van niveau. Er dient trouwens gezegd dat men niet genoeg doet voor de ambachtsslui. Indien men hen toestaat werkgevers te worden, kan de samenleving daar alleen maar van profiteren omdat zij weten wat werken is.

En même temps, le Gouvernement estime que les frais professionnels qu'ils encourent sont des revenus qui doivent être taxés. On instaure une nouvelle cotisation sociale de 1 p.c. qui rapportera plus d'un milliard de francs cette année. En tout, ils auront 7,46 p.c. de cotisations supplémentaires à supporter. D'un autre côté, le Gouvernement augmente aussi les plafonds sur lesquels on les taxe, ce qui implique bien sûr l'augmentation des prélèvements effectués.

Dans ces conditions, devant tout ce qu'apportent les classes moyennes, devant tout ce qu'on leur prend, il faut leur rendre justice.

Il faudrait donc que le Gouvernement prenne la mesure proposée par la proposition de loi et, s'il le fait, l'auteur est disposé à la retirer afin qu'elle devienne une initiative gouvernementale.

Il n'est donc pas question ici de vouloir opposer les uns aux autres, mais bien de rendre justice.

II. Réplique du ministre des Pensions

Le ministre peut se rallier pour une grande partie aux dires de l'intervenant. Il est tout à fait d'accord pour reconnaître le poids économique des indépendants. Il est vrai aussi que la cinquième phase de la programmation sociale en faveur des indépendants n'a pas été exécutée. En effet, il fut impossible de le faire en 1992 et ce à la suite du contrôle budgétaire qui a démontré l'existence dans le statut social des indépendants d'un déficit global de plus de 6 milliards de francs. Toutefois, il peut confirmer que c'est la ferme volonté du Gouvernement de réaliser la cinquième phase au cours de la législature actuelle.

C'est donc à regret qu'il doit demander le rejet de la proposition, et ce parce que la rédaction en est techniquement inacceptable.

La proposition souhaite en effet augmenter les montants de base prévus aux articles 9, § 1^{er}, et 11 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967. Ces montants correspondent à la base forfaitaire servant au calcul des pensions de retraite et de survie pour les années de la carrière qui se situent en principe avant 1984. La loi du 15 mai 1984 (loi Mainil) a, en effet, consacré le principe de la proportionnalité pour le régime de retraite des indépendants, de sorte que, lors du calcul du montant de la pension, il est tenu compte des revenus que l'indépendant a effectivement déclarés et qui ont servi de « base d'imposition » pour ses cotisations sociales. L'importance des années pour lesquelles on se base sur des montants forfaitaires diminuera dès lors progressivement.

Les auteurs de la proposition se trompent en procédant au relèvement de la base forfaitaire, au lieu de prévoir, comme ce fut le cas lors des quatre phases précédentes, l'inscription de l'augmentation aux arti-

Terzelfder tijd is de Regering van oordeel dat de bedrijfskosten die zij maken, een inkomen is dat moet worden belast. Men stelt een nieuwe sociale bijdrage van 1 pct. in, die dit jaar meer dan een miljard frank zal opbrengen. In totaal zullen zij 7,46 pct. bijkomende bijdragen moeten betalen. Anderzijds verhoogt de Regering ook de bovengrenzen waarop zij worden belast, wat uiteraard neerkomt op de verhoging van de voorheffingen.

In die omstandigheden verdienen de middenstanders, gelet op wat zij inbrengen en wat men hen afneemt, een rechtvaardige behandeling.

De Regering moet de in dit voorstel neergelegde maatregel dus nemen en als dat gebeurt, is de indiener bereid zijn voorstel in te trekken zodat het een Regeeringsinitiatief kan worden.

Het gaat er dus niet om de enen tegen de anderen op te zetten, maar wel om recht te doen geschieden.

II. Antwoord van de Minister van Pensioenen

De Minister kan het grotendeels eens zijn met het betoog van spreker. Hij erkent eveneens de economische betekenis van de zelfstandigen. Het is juist dat de vijfde fase van de sociale programmering ten gunste van de zelfstandigen niet werd uitgevoerd. Dit kon immers onmogelijk in 1992 ten gevolge van de begrotingscontrole, waarbij een totaal tekort van meer dan 6 miljard frank in het sociaal statuut van de zelfstandigen aan het licht is gekomen. Hij kan evenwel bevestigen dat de Regering het vaste voornemen heeft de vijfde fase uit te voeren in de loop van deze zittingsperiode.

Hij betreurt dus dat hij moet vragen het voorstel te verwerpen en wel omdat de formulering vanuit technisch oogpunt onaanvaardbaar is.

Het voorstel verhoogt namelijk de basisbedragen die in de artikelen 9, § 1, en 11 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 zijn ingeschreven. Die basisbedragen geven de forfaitaire basis aan waarop de rust- en overlevingspensioenen worden berekend voor loopbaanjaren die in principe vóór 1984 zijn gelegen. De wet van 15 mei 1984 (wet-Mainil) heeft immers het beginsel van de proportionaliteit in de pensioenregeling voor zelfstandigen ingevoerd waardoor, bij de berekening van het pensioenbedrag, rekening wordt gehouden met de inkomsten die door de zelfstandige daadwerkelijk werden aangegeven en die als « aanslagbasis » voor zijn sociale bijdrage hebben gediend. De invloed van de op forfaitaire bedragen gebaseerde jaren zal derhalve geleidelijk afnemen.

De indieners van het voorstel vergissen zich wanneer zij de forfaitaire basis optrekken en niet, zoals bij de vier voorafgaande fasen, de verhoging inschrijven in de artikelen 131 en 131bis van de wet van 15 mei

cles 131 et 131bis de la loi du 15 mai 1984 instaurant les règles spécifiques concernant l'octroi de la pension minimum garantie, telles que:

- la preuve de prestations fournies correspondant aux deux tiers d'une carrière complète (y compris les années où l'on a été occupé comme travailleur salarié);

- le plafonnement de la pension minimum garantie à un montant égal à la différence entre le montant du revenu garanti aux personnes âgées et la pension octroyée dans le régime des travailleurs salariés.

La proposition ne tient pas compte de ces deux règles élémentaires de la pension minimum garantie et, quels que soient la carrière du demandeur et le montant des avantages de pension octroyés dans le régime des travailleurs salariés, elle accorde par conséquent un *pro rata* du montant du revenu garanti aux personnes âgées, à toute personne ayant prouvé des années de carrière en qualité de travailleur indépendant.

En ce qui concerne les répercussions budgétaires, le ministre déclare que, par ses règles d'application linéaires, la proposition augmente non seulement les pensions minimums garanties qui ont fait l'objet des quatre adaptations précédentes, mais aussi toutes les autres pensions d'indépendant qui n'entraient pas dans le champ d'application desdites adaptations à cause d'octroi de la pension minimum garantie. De ce fait, ces dernières pensions bénéficieront d'une augmentation de 30 p.c. en une seule fois.

D'après les calculs faits au cabinet et qui se fondent sur les montants de base tels qu'ils étaient appliqués avant le début du plan pluriannuel (1/87), l'adaptation linéaire à l'indice de décembre 91 représenterait une dépense supplémentaire de 11 364 millions de francs.

Par contre, la mise en œuvre de la cinquième phase, selon les règles d'octroi prévues aux articles 131 et 131bis de la loi du 15 mai 1984, se limite, d'après les plus récentes prévisions de l'I.N.A.S.T.I., à une dépense supplémentaire de quelque 1 800 millions de francs pour les pensions de retraite et de quelque 700 millions de francs pour les pensions de survie, et entraînera une diminution de quelque 450 millions de francs pour le régime du revenu garanti aux personnes âgées.

En conclusion, le ministre réitère sa demande de rejeter la proposition de loi.

III. Discussion générale

Un des auteurs de la proposition déclare que la loi s'applique à tout le monde et que par conséquent, son

1984 waarin de specifieke regels betreffende het toekennen van het gewaarborgd minimumpensioen werden ingesteld, zoals:

- het bewijs van prestaties gedurende twee derden van een volledige loopbaan (met inbegrip van jaren tewerkstelling als werknemer);

- de plafonnering van het gewaarborgd minimumpensioen tot een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het in de werknemersregeling toegekend pensioen.

Het voorstel miskent deze twee elementaire regels van het gewaarborgd minimumpensioen en kent bijgevolg, ongeacht de loopbaan van de aanvrager en ongeacht het bedrag van in de werknemersregeling toegekende pensioenvoordelen, een *pro rata* van het bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden toe aan ieder die loopbaanjaren in de hoedanigheid van zelfstandige heeft bewezen.

Wat de budgettaire weerslag aangaat, verklaart de Minister dat het voorstel — door zijn lineaire toepassingsregels — niet enkel de gewaarborgde minimumpensioenen verhoogt waarop de vorige vier aanpassingen werden doorgevoerd, maar eveneens alle andere pensioenen van zelfstandigen die wegens de toekenningsvoorwaarden van het gewaarborgd minimumpensioen buiten het toepassingsgebied vielen. Deze laatste pensioenen worden hierdoor in éénmaal met 30 pct. verhoogd.

Volgens de berekeningen die op het kabinet werden verricht en die stoelen op basisbedragen zoals zij vóór de aanvang van het meerjarenplan werden toegepast (1/87), zou de lineair doorgevoerde verhoging tegen indexwaarde 12/91 een meeruitgave van 11 364 miljoen frank tot gevolg hebben.

De uitvoering van de vijfde fase volgens de in artikel 131 en 131bis van de wet van 15 mei 1984 ingeschreven toekenningsregels daarentegen blijft, volgens de recentste vooruitzichten van het R.S.V.Z., beperkt tot een meeruitgave van ongeveer 1 800 miljoen frank voor de rustpensioenen en ongeveer 700 miljoen frank voor de overlevingspensioenen, en zal een minderuitgave van ongeveer 450 miljoen frank in de regeling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden tot gevolg hebben.

Tot besluit herhaalt de Minister zijn vraag tot verwerping van het voorstel van wet.

III. Algemene bespreking

Een van de indieners van het voorstel verklaart dat de wet op iedereen van toepassing is en dat het bijge-

but est de légiférer pour tous. Les principes qui sont à la base de son initiative peuvent se défendre sur le plan de l'équité.

Un membre comprend les objections techniques du Gouvernement, mais abstraction faite de celles-ci, il est d'accord d'augmenter la pension minimum des indépendants pour la porter au niveau du revenu garanti aux personnes âgées. Il a d'ailleurs déposé lui-même, à l'époque, une proposition similaire, avant même que le Gouvernement ait élaboré le plan quinquennal de relèvement des pensions des indépendants. Il avait toutefois, à l'opposé de l'initiative actuelle, prévu les moyens financiers nécessaires. Dans une proposition parallèle, il prévoyait en effet de relever les plafonds intermédiaires pour la perception des cotisations sociales, de les supprimer éventuellement et de relever le plafond absolu. De cette façon, des moyens financiers étaient rendus disponibles dans le cadre même du secteur des indépendants pour le financement des dépenses supplémentaires et l'on mettait fin dans une certaine mesure à ce qu'il est convenu d'appeler le « *Mattheus-effect* » (« l'effet de saint-Mathieu »). Ce dernier implique que les cotisations existantes diminuent relativement en fonction de l'augmentation des revenus, précisément par suite de l'existence des plafonds. Il est en principe d'accord de réaliser aussi vite que possible la cinquième phase du plan quinquennal, de préférence même en 1993, à condition que cela soit faisable du point de vue budgétaire. Parallèlement, il convient de prendre des mesures afin de supprimer les discriminations qui existent encore dans d'autres secteurs de la sécurité sociale des indépendants (par exemple, dans celui de l'assurance-maladie) et de chercher, au sein du secteur, les moyens nécessaires en vue d'améliorer particulièrement le sort des petits indépendants.

Un autre commissaire se rallie aux explications de l'auteur de la proposition. Il rappelle que le Gouvernement a promis d'essayer de réaliser l'objet de la proposition dans le cadre du budget 1993. Il plaide également pour qu'un statut social solide soit élaboré, qui tienne compte du fait que les cotisations ne peuvent être augmentées de façon illimitée.

Le ministre répond que les remarques des deux derniers intervenants vont dans le sens indiqué par le Gouvernement. Pour ce qui est des cotisations, ce n'est pas lui-même, mais son collègue des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture qui est compétent.

Un membre croit effectivement que la situation des petits indépendants est inacceptable et qu'il est temps de pallier à cette situation. Il est indéniable que les indépendants constituent une force économique en Belgique et que, sans eux, les problèmes sur le marché du travail seraient totalement insurmontables.

volg zijn bedoeling is wetgevend op te treden voor iedereen. De beginselen die de grondslag van zijn initiatief vormen, zijn vanuit het oogpunt van de billijkheid zeker te verdedigen.

Een lid kan begrip opbrengen voor de technische bezwaren van de Regering, maar afgezien daarvan gaat hij ermee akkoord om het minimumpensioen van de zelfstandigen op te trekken tot het peil van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Destijds heeft hij trouwens zelf een gelijkaardig voorstel ingediend, nog vóór het vijfjarenplan tot optrekking van de pensioenen van de zelfstandigen door de Regering werd ingesteld. Het verschil met het huidige initiatief is evenwel dat hij de financiële middelen had voorzien. In een parallel voorstel stelde hij immers voor de tussenplafonds voor de inning van de sociale bijdragen op te trekken, ze eventueel te laten wegvallen, en het absoluut plafond op te trekken. Hierdoor kwamen binnen de sector van de zelfstandigen zelf financiële middelen vrij om de meeruitgaven te financieren en werd tevens in een zekere mate een einde gemaakt aan het zogenaamde *Mattheus-effect*. Dit laatste impliceert immers dat de bestaande bijdragen relatief afnemen al naargelang het inkomen stijgt, precies door het bestaan van de plafonds. In principe kan hij ermee akkoord gaan dat de vijfde fase van het vijfjarenplan zo vlug mogelijk verwezenlijkt zou worden en liefst nog in 1993 indien dit budgettair haalbaar mocht zijn. Parallel daarmee moeten evenwel maatregelen worden getroffen om discriminaties uit te schakelen die thans nog in andere sectoren van de sociale zekerheid voor zelfstandigen aanwezig zijn (bijvoorbeeld in de sector van de ziekteverzekering), en moet er binnen de sector gezocht worden naar de middelen die nodig zijn om het lot van vooral de kleine zelfstandigen te verbeteren.

Een andere spreker sluit zich aan bij de verklaringen van de auteur van het voorstel. Hij herinnert aan de belofte van de Regering om het gevraagde in het kader van de begroting voor het begrotingsjaar 1993 te trachten te honoreren. Hij pleit tevens voor de uitbouw van een stevig maar sociaal statuut, waarbij rekening wordt gehouden met het feit dat de bijdragen niet onbeperkt verhoogd kunnen worden.

De Minister repliceert dat de geest van de opmerkingen van de laatste twee sprekers de richting uitgaat die door de Regering wordt aangegeven. Wat de bijdragen aangaat, is niet hijzelf, maar wel zijn collega van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw bevoegd.

Volgens een lid is de toestand waarin de kleine zelfstandigen verkeren, inderdaad onaanvaardbaar en is het tijd dat er iets gedaan wordt. De zelfstandigen vormen onmiskenbaar een economische kracht in België en zonder hen zouden de problemen op de arbeidsmarkt niet te overzien zijn.

Il plaide pour l'adoption de la proposition. Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités.

Le ministre est tout à fait d'accord sur le principe de la priorité sociale du contenu de la proposition, mais souligne l'impérieuse nécessité de rechercher l'équilibre financier du système de sécurité sociale.

IV. Discussion des articles et votes

Article premier

Cet article ne donne pas lieu à discussion.

Mis aux voix, il est rejeté par 9 voix contre 4, et 1 abstention. A la suite de ce vote l'ensemble de la proposition est rejeté.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité des 14 membres présents.

Le Rapporteur,
Christine CORNET d'ELZIUS.

Le Président,
Joseph HOUSSA.

Hij pleit voor de goedkeuring van het voorstel. De Regering moet haar verantwoordelijkheid op zich nemen.

De Minister is het volkomen eens met het beginsel van de sociale prioriteit vervat in het voorstel, maar onderstreept dat het absoluut noodzakelijk is te streven naar het financiële evenwicht van het sociale-zekerheidsstelsel.

IV. Bespreking van de artikelen en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking.

Het wordt in stemming gebracht en verworpen met 9 tegen 4 stemmen, bij 1 onthouding. Als gevolg daarvan is het voorstel in zijn geheel verworpen.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

De Rapporteur,
Christine CORNET d'ELZIUS.

De Voorzitter,
Joseph HOUSSA.